

Le Journal du Dimanche

"La morale et l'action",
la chronique d'Anne Sinclair
Le 23 juin 2019

LA SEMAINE D'ANNE SINCLAIR - La journaliste Anne Sinclair évoque l'appel du 18 juin ainsi que la journée mondiale des réfugiés.

18 juin, symbole de la Résistance. Le président de l'Assemblée nationale organisait, à l'occasion d'un hommage à Georges Mandel, chef de cabinet de Clemenceau, ministre, résistant de la première heure, et assassiné par la milice, une représentation inachevée de *L'Un de nous deux*, une pièce écrite par l'historien Jean-Noël Jeanneney. Deux actes sur trois en effet car elle ne sera donnée qu'en septembre au théâtre du Petit Montparnasse. J'ai eu le privilège d'y assister, et celui de lire la pièce tout entière. Un texte superbe.

Il met en scène Georges Mandel et Léon Blum, arrêtés puis remis par Vichy aux nazis, qui les internent ensemble dans une maison en lisière du camp de Buchenwald. Blum le juif de gauche, Mandel le juif de droite. Ils pensent tous deux être fusillés ou pendus. Cela a failli être le cas pour Blum, pour Mandel. Les SS vont l'extraire de cette résidence-prison, le livrer aux miliciens de Darnand, qui veulent venger l'exécution par la Résistance de Philippe Henriot, et l'assassiner de seize balles dans le dos dans la forêt de Fontainebleau en juillet 1944.

Un dialogue imaginaire mais tout à fait vraisemblable, une conversation de haute volée entre Blum et Mandel

Sur cette histoire tragique, Jean-Noël Jeanneney a plaqué un dialogue imaginaire mais tout à fait vraisemblable, connaissant bien les caractères et l'action publique des deux hommes. Une conversation de haute volée entre Blum, l'intellectuel pétri de morale qui risque parfois de parasiter l'action, l'optimiste qui refuse le tout ou rien, pense que les hommes sont amendables et les situations plus complexes qu'il n'y paraît, et Mandel, le pessimiste plus entier, qui croit davantage aux actes qu'aux discours, qui préfère l'efficacité voire l'intransigeance à la recherche du compromis, qu'il prend pour une faiblesse.

Jeanneney les fait donc se confronter pour tromper l'attente de la venue des SS, et se raccrocher à leurs grands modèles, Jaurès, héros de Blum, et Clemenceau, idole de Mandel,

pour illustrer les cas de conscience de l'un et l'esprit de décision de l'autre. Les joutes sur l'exercice du pouvoir, sur la fin et les moyens, sur les vertus du doute alimentent ce beau dialogue. Le troisième acte à venir est bouleversant sur les leçons qu'ils tirent tous deux de leur action, de la droite anti-Front populaire, de la non-intervention en Espagne, ainsi que leur double réflexion sur leur judéité.

Emmanuel Dechartre, qui joue en ce moment Harpagon (et se trouve donc affublé d'une barbe provisoire), est un Léon Blum convaincant, avec ses doutes et ses espoirs. L'éditorialiste politique Christophe Barbier a laissé son écharpe rouge à BFMTV et, plus familier qu'on ne le sait du théâtre, interprète avec talent et aisance un Georges Mandel sombre et emporté. Et le miracle des bons textes est que l'on se sent tour à tour l'un puis l'autre, péremptoire avec Mandel, nuancé avec Blum, au fur et à mesure que se déroule cet échange dont l'exigence pourrait inspirer les hommes d'aujourd'hui.

Les victimes de guerre ou d'opinion et celles que l'on refuse sous le vocable décomplexé d'immigration économique ne sont pas toujours fondamentalement différentes

Sujet différent, quoique... La Journée mondiale des réfugiés, cette semaine, m'a fourni l'occasion d'éplucher attentivement le sondage d'Ipsos sur le sujet, au moment où, d'ailleurs, le gouvernement parle de durcir la loi sur l'immigration, hors droit d'asile. Soixante-trois pour cent des Français répondent en effet qu'ils sont favorables à l'accueil des réfugiés sur leur territoire. Cette réponse encourageante vient après une longue explication sur le statut spécifique des victimes de guerre ou de persécution.

En revanche, 47% des Français – c'est énorme – estiment qu'il faut refuser l'accueil des réfugiés qui "nous empêchent de nous occuper correctement des Français dans la misère". Pire, quand on compare la France et les pays étrangers, et qu'on n'expose que brièvement cette fois ce qu'est la condition du réfugié, la France, à 43%, est 23e sur 25, ex aequo avec la Hongrie, pour leur refuser l'entrée, loin derrière la Pologne, la Russie ou l'Italie! Chiffres contradictoires? Non, car la pédagogie permet de déjouer les réactions spontanées. Et c'est réconfortant.

Une remarque toutefois. Il y a clairement, pour les Français, deux catégories : les victimes de guerre ou d'opinion, que l'on accepte (sous réserve, on l'a vu, de longue explication), et celles que l'on refuse sous le vocable décomplexé d'immigration économique, fuyant la misère, la famine, demain le climat. Et elles ne sont pas toujours fondamentalement différentes.

Mon autre remarque porte sur l'enseignement politique tiré des réponses. Elles confortent la stratégie d'Emmanuel Macron : alors que l'électorat LREM est, sur ce sujet, très proche de

la gauche - quand celui de LR voisine nettement avec le RN -, le Président décide néanmoins de le bouculer, car il sait que l'immigration n'est pas le cœur des préoccupations de ses électeurs, centrées sur l'économie. Cela fait peut-être froncer le nez à la gauche d'En marche! Mais elle est désormais minoritaire.